

**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

Table ronde canadienne sur l'économie verte

Près de 200 gens d'affaires et environnementalistes de partout au Canada développent d'importants consensus

Québec, le lundi 13 avril 2015 - Près de 200 décideurs des milieux économique, associatif, financier et environnemental au Canada ont discuté aujourd'hui à Québec des grands éléments à mettre en œuvre pour accélérer le virage vers l'économie verte au pays. Réunis pour une très rare fois afin de discuter de points de convergence, gens d'affaires et environnementalistes ont entre autres fait consensus sur l'importance de mettre un prix sur le carbone et de favoriser un développement urbain durable et innovant. Ils en ont aussi profité pour saluer la décision du gouvernement de l'Ontario de mettre un prix sur le carbone en se joignant au marché du carbone Québec-Californie.

À quelques mois de la Conférence de Paris qui doit donner naissance à un nouveau traité climatique qui fera appel aux contributions de tous, les organisations et les entreprises canadiennes doivent accélérer le pas. « Il est évident qu'une part importante de la société civile et des entreprises du pays sont prêtes à faire leur part et voient dans le virage vers une économie verte une opportunité de créer de la richesse tout en protégeant la planète. Il existe un momentum favorisant une accélération du virage vers l'économie verte. La décision du gouvernement de l'Ontario de mettre un prix sur le carbone en est une démonstration claire. Un consensus de plus en plus important se dégage et il est temps de passer à l'action. Les discussions d'aujourd'hui le confirment », résumait Sophie Brochu, présidente-directrice générale de Gaz Métro et coprésidente de la table ronde.

« Nous constatons une mobilisation sans précédent autour des enjeux climatiques et environnementaux. Le virage vers une économie verte à l'échelle mondiale s'intensifie. La marche historique pour le climat qui a réuni plus de 300 000 personnes à New York à l'automne dernier, les centaines de milliards de dollars investis dans les énergies renouvelables au cours des dernières années, l'appel de 73 pays et de 1 000 entreprises en faveur de la tarification du carbone sont des démonstrations claires que nous assistons collectivement à une forte impulsion en faveur de modes de production plus durables et moins dommageables pour la planète. L'intérêt qu'a suscité la Table ronde canadienne sur l'économie verte en est une preuve de plus », souligne Ed Whittingham, directeur général de l'Institut Pembina et co-président de la table ronde.

Présence conjointe de grands leaders environnementaux et d'affaires du Canada

Signe d'une convergence bienvenue entre perspectives environnementales et d'affaires, la table ronde a réuni les dirigeants de nombreuses grandes organisations dont l'Association canadienne de l'énergie éolienne, la Fondation David Suzuki, l'Association de l'Aluminium du Canada, Greenpeace Canada, l'Association de l'énergie solaire du Canada, l'Institut Pembina, Sustainable Prosperity, la Commission de l'écofiscalité du Canada, Recyc-Québec, Fondation CSN, l'Institut international pour le développement durable (IISD), Equiterre, RNCREQ, Gaz Métro, Réseau Action Climat Canada, le Conseil du Patronat du Québec, Réseau Environnement, l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, l'Association canadienne de l'hydroélectricité, le Conseil patronal de l'environnement du Québec, Ecotech Québec, Vivre en Ville, Clean Energy Canada, Cascades et l'International Emissions Trading Association.

L'évènement a également réuni les ministres Randy Delorey, de la Nouvelle-Écosse, Glenn Murray, de l'Ontario et David Heurtel, du Québec, tous trois ministres de l'Environnement responsables du dossier des changements climatiques, de même que le ministre des Finances du Québec, l'économiste Carlos Leitão.

Mettre un prix sur le carbone et encourager les innovations vertes dans les villes

Les participants ont rapidement fait consensus sur l'importance de mettre un prix sur les émissions de carbone, sous la forme d'une taxe carbone comme en Colombie-Britannique, ou encore un marché de carbone comme au Québec et en Californie. « Il y a un intérêt grandissant tant de la part des entreprises que des gouvernements pour mettre un prix sur le carbone. La décision du gouvernement de l'Ontario de se joindre au Western Climate Initiative est une bonne nouvelle qui va certainement inciter d'autres provinces à emboîter le pas. C'est une autre preuve tangible du momentum que l'on perçoit au pays », explique Steven Guilbeault, animateur du panel consacré à cette thématique.

Les discussions ont aussi porté sur l'importance du rôle des villes pour opérer ce virage vers une économie plus verte. « Parce qu'elles sont d'importants donneurs d'ordre, et parce qu'elles peuvent intervenir rapidement sur des enjeux qui ont des impacts majeurs sur notre capacité à construire une économie faible en carbone, comme par exemple le transport et l'aménagement du territoire, les municipalités sont au cœur cette transformation », explique l'animateur du panel portant sur l'innovation, au cœur du développement urbain, M. Jean Simard, président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada et membre du comité directeur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec.

Le Canada peut devenir un leader vers une économie verte

« Avec d'importantes ressources renouvelables, des dizaines de milliers d'emplois créés à ce jour dans le secteur des énergies propres et le lancement récent de grandes initiatives concertées en faveur de l'écofiscalité et d'une réconciliation entre la protection de l'environnement et l'économie, le Canada possède tous les atouts pour devenir un leader dans la transition vers une économie verte », ont résumé les deux co-présidents de la Table ronde canadienne sur l'économie verte- Québec 2015.

La Table ronde canadienne sur l'économie verte - Québec 2015 est une initiative de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec et est soutenue financièrement par Énergie Propre Canada, partenaire principal de l'événement, ainsi que par le gouvernement du Québec via le Fonds vert, l'Association de l'Aluminium du Canada, la Fondation David Suzuki, La Prospérité durable, Groupe Banque TD, Fondation, Deloitte, SNC Lavallin, Gaz Métro, Écotech Québec et Cycle Capital Management.

À propos de Switch

Switch, l'Alliance pour une économie verte au Québec, souhaite accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie. L'Alliance travaille à l'émergence d'une vision et d'un leadership social, politique et économique clairs, au développement d'une plus grande cohérence dans les politiques et les interventions de l'État et à la convergence des initiatives du secteur public, privé, coopératif et mutuel, associatif et de la société civile en faveur d'une économie verte.

L'Alliance regroupe des organisations issues des milieux économiques, financiers, associatifs et environnementaux : Cycle Capital Management, la Fondation David Suzuki, Écotech Québec, la grappe des technologies propres, Équiterre et l'Association de l'Aluminium du Canada. L'Alliance compte sur un ensemble de partenaires qui forment son comité consultatif : Mouvement Desjardins, Enerkem, Innergex, le WWF, la CSN, Gaz Métro, le CPQ et le RNCREQ. Pour en savoir plus : www.allianceswitch.ca.

Renseignements:

Émilie Novales

enovales@copticom.ca

514-577-5838